

Unité départementale de l'Aisne  
47, avenue de Paris  
02200 SOISSONS

SOISSONS, le 22 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RICHET S.A.**

10 rue de Marle  
02250 Tavaux-et-Pontséricourt

Références : RICH23\_Rpref\_276  
Code AIOT : 0005105900

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2022 et a eu pour but, son récolement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes concentrations en vue de la vente notamment au grand public. L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javelle.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale état des stocks

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 1.2	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
8	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une visite menée en septembre 2022, l'Inspection avait décidé de mettre l'exploitant en demeure sur des prescriptions relatives à son état des stocks qui s'avérait incomplet.

La visite a permis de constater que toutes les non-conformités qui avaient induit l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/11/2022 ont été levées. Dans ce contexte, l'Inspection propose d'abroger cet arrêté cité ci-dessus (cf. projet d'arrêté d'abrogation en annexe au présent rapport).

A ce jour, l'exploitant a fait évoluer ses outils internes dans le but de répondre aux différentes prescriptions de l'arrêté ministériel relatives à l'état des stocks. Cependant, durant l'inspection du 10 mai 2023, une prescription portant sur les modalités de communication de l'état des stocks au sein du Plan d'Opération Interne (P.O.I) a permis de constater que l'exploitant n'en possédait pas. L'inspection a donc constaté une non-conformité au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié et de l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et propose de mettre en demeure l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2018, article 1.2											
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b>											
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>RUBRIQUE</th><th>LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE</th><th>RÉGIME</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4510.1</td><td> Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.   La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant  1. Supérieure ou égale à 100 t </td><td> <b>A</b>  Statut Seveso seuil bas </td></tr> <tr> <td>2662-3</td><td> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage dc).   Le volume susceptible d'être stocké étant :  3. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> </td><td> <b>D</b> </td></tr> </tbody> </table>	RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME	4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure ou égale à 100 t	<b>A</b> Statut Seveso seuil bas	2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage dc).  Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>D</b>	
RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME									
4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure ou égale à 100 t	<b>A</b> Statut Seveso seuil bas									
2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage dc).  Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>D</b>									
<b>Constats : Confidentiel</b>											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> 1 observation formulée, figurant en annexe confidentielle.											

## N° 2 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Inspection du 15/09/22 :  Non conformité n°1 : l'état des stocks ne reprend pas toutes les matières demandées par l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels des ICPE soumises à autorisation.  Inspection du 10/05/23: Comme exprimé au sein du point de contrôle précédent, l'exploitant a présenté à l'inspection, un état des stocks qui permet de suivre les quantités stockées sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les matières dangereuses;</li><li>- Les matières combustibles;</li><li>- Les déchets.</li></ul> <b>La non conformité n°1 du 15/09/2022 peut être levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
<b>Constats :</b>  Inspection du 15/09/22 :  L'état des stocks ne reprend que les quantités d'eau de Javel et de pastilles de Javel présentes. Non conformité n°2 :  L'état des stocks n'est pas conforme aux dispositions réglementaires : - il ne reprend pas les déchets ni le détail par zones de stockage ;  - il ne reprend pas tous les produits dangereux susceptibles d'un classement au titre d'une rubrique 4XXX (ex : matières premières pour la production des pastilles de Javel)  Inspection du 10/05/23 :  L'exploitant a élaboré en parallèle de son état des stocks au format excel, un plan où il recense, par zone de stockage, la typologie des produits stockés ainsi que les mentions de dangers associées. Ce plan reprend à la fois les matières dangereuses, les matières inflammables ainsi que les déchets.  Une visite terrain a permis à l'inspection de vérifier que les zones de stockages et les produits stockés, correspondaient au plan fourni.  <b>La non conformité n°2 du 15/09/2022 peut être levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  Inspection du 15/09/22 :  L'état des stocks actuels permet juste de donner un état synthétique pour le principal produit présent, à savoir l'eau de Javel.  Non conformité n°3 :  L'état des stocks synthétique devra être complété sur l'ensemble des matières et déchets.  Inspection du 10/05/23 :  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son état des stocks synthétique, mais ce dernier ne répondait pas compétement aux prescriptions de l'arrêté et plus particulièrement sur le caractère "vulgarisé".  L'exploitant a transmis à l'inspection son document mis à jour en date du 19/05/2023 qui permet désormais de répondre aux dispositions de l'article 50.  <b>La non conformité n°3 du 15/09/2022 peut être levée.</b>
<b>Observations 2 :</b> L'exploitant veillera à ajouter sur son état des stocks vulgarisé, l'emplacement des différentes matières stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats :</b> L'exploitant stocke les fiches de données de sécurité des produits stockés sur site sur un serveur dédié, elles sont facilement accessibles. L'exploitant a présenté à l'Inspection les différentes FDS et plus particulièrement celle dédiée à l'hypochlorite de sodium et celle dédiée au Dichloroisocyanurate de sodium. Les fiches datent respectivement de 2019 et de 2023.
<b>Observations 3 :</b> L'Inspection demande à l'exploitant de fournir dans un délai de 2 mois la FDS relative à l'hypochlorite de sodium (version 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'Inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en moins de 10 minutes l'état des stocks des matières stockées sur site.  En cas de sinistre, tous les matins, un mail automatique est envoyé au directeur de l'établissement avec l'état des stocks synthétique sur site. En plus de cela, le plan de stockage et les quantités sont envoyés au directeur.  Actuellement, les serveurs ne sont pas dématérialisés mais l'exploitant disposant également d'un site en Charente, envisage de basculer les serveurs sur le cloud afin d'avoir accès en permanence à l'ensemble des données du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats :</b>  Inspection du 15/09/22 :  La localisation de l'état des stocks et les modalités d'accès à cet état n'ont pas été convenus avec les différents services.  Fait susceptible de suites n°2 :  La mise en place d'un plan d'opération interne étant prévue en application des dispositions réglementaires applicables aux établissements Seveso seuil bas à partir de 2023, il est demandé à l'exploitant de convenir de ces dispositions avec les services en parallèle de l'élaboration de son POI et de préciser le délai de mise en oeuvre de cet échange.  Inspection du 10/05/23 :  L'exploitant n'a pas convenu avec les différentes autorités, des modalités d'accès aux différents états des stocks. De plus, le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé de Plan d'Opération Interne (P.O.I).  <b>Non-conformité 1 :</b> L'exploitant doit fournir à l'inspection un POI dans un délai de 6 mois. Au sein de ce POI, l'exploitant veillera à intégrer les modalités d'accès à l'état des stocks en lien avec les autorités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : État des matières stockées – Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
<b>Constats :</b>  Inspection du 15/09/22 :  La mise à jour de l'état des matières stockées est réalisé chaque soir sur la base des entrées et sorties de produits. Les cuves d'eau de Javel font également l'objet d'une vérification visuelle journalière de leur stock.  Non conformité n°4 :  L'exploitant doit procéder à une mise à jour journalière pour l'ensemble des matières dangereuses et non pas uniquement l'eau de Javel. L'état des stocks doit être accompagné d'un plan général des zones de stockages.  Inspection du 10/05/23 :  L'exploitant procède à une mise à jour quotidienne de son état des stocks des matières dangereuses ainsi que des matières combustibles. L'exploitant effectue également une vérification visuelle sur les réservoirs de stockage aérien.  L'état des stocks numérique, permet à l'aide des entrées et sorties de production, de mettre à jour automatiquement les matières et quantités présentes sur site. En complément, l'exploitant effectue tous les mois un inventaire physique afin de confirmer/mettre à jour l'état des stocks numérique. Des écarts minimes peuvent être constatés suite à des rebuts de production sur des flacons en plastiques, des emballages ou des cartons d'expéditions.  <b>La non conformité du 15/09/2022 n°4 peut-être levée.</b>
<b>Observations 4 :</b> L'exploitant veillera à référencer l'état des stocks au sein de son POI (en cours d'élaboration).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet